

Venezuela : « Mettre les décisions entre les mains du souverain populaire »

vendredi 25 janvier 2019, par [GARCIA Juan](#), [GÓMEZ Gonzalo](#), [LANDER Edgardo](#), [MARQUEZ Gustavo](#), [MILLAN Oly](#), [NAVARRO Héctor](#), [OSORIO Ana Elisa](#), [RODRÍGUEZ Santiago Arconada](#) (Date de rédaction antérieure : 17 janvier 2019).

Sommaire

- [Le groupe Lima indique la « »](#)
- [Que faire ?](#)

Depuis la Plate-forme citoyenne pour la défense de la Constitution, nous avons pris des initiatives et dénoncé le régime autoritaire et inconstitutionnel du Président Maduro, qui, après avoir perdu le contrôle de l'Assemblée nationale après la défaite écrasante des élections législatives de 2015, a commencé à gouverner en marge de la Constitution en appliquant un état d'exception permanent, afin d'échapper et neutraliser le contrôle du Parlement national et faciliter la présence du grand capital transnational, qui est la première force pour l'exploitation de nos ressources naturelles, minières et pétrolières.

Le pouvoir « maduriste » a choisi d'avancer dans l'approfondissement du modèle rentier-extractiviste prédateur, portant atteinte à la souveraineté nationale et au patrimoine social, naturel et économique de la Nation. L'Arco Minero del Orinoco (Arc Minier de l'Orénoque), les Accords de services communs [avec des sociétés transnationales] de PDVSA selon des termes inacceptables qui nous renvoient au régime des concessions de Gómez [régime corrompu « et vende patria » de Juan Vicente Gómez, 1908-1935] et aux contrats d'exploitation de l'ouverture pétrolière de Luis Giusti président de PVDSA de 1994 à 1998 par l'opposition (2016). Puis Maduro a fait appel ultérieurement à l'élection d'une Assemblée nationale constituante (ANC-2017) lui conférant... des pouvoirs supra-constitutionnels et plénipotentiaires, remplaçant de facto l'Assemblée nationale [au sein de laquelle le PSUV était minoritaire] et usurpant la souveraineté populaire qui réside de manière inviolable dans le peuple. Ces initiatives autoritaires furent rejetées et dénoncées par cette plateforme citoyenne (avec ses « personnalités » qui signent ce texte), comme preuve irréfutable du caractère autoritaire et inconstitutionnel du gouvernement Maduro.

- Le 20 mai 2018, le Président Maduro a été élu pour un nouveau mandat constitutionnel de six ans lors d'une élection anticipée caractérisée par un net avantage et des irrégularités avec, de plus, une abstention de 52%, dépassant de 30% la moyenne des trois dernières élections présidentielles. A cela s'ajoutait le scepticisme suscité par la fragmentation des opposants et la méfiance du CNE à l'égard de la gestion du processus. A cette occasion, la Plataforma Ciudadana en Defensa de la Constitución (Plate-forme citoyenne en défense de la Constitution) a appelé à la participation au processus électoral, considérant que l'abstention, en plus de laisser le champ de Maduro libre de se visser au pouvoir, l'a également ouvert au gouvernement des Etats-Unis et à ses alliés, intéressés à imposer la thèse de « l'Etat en faillite » par la démonstration, selon eux, de « l'illégitimité d'origine » du Président puis à justifier son intervention au Venezuela, par la création d'un « pouvoir parallèle ». Ce n'est pas un hasard si le porte-parole le plus en vue de Trump à l'OEA, Luis Almagro, a participé directement à la campagne électorale en appelant à ne pas voter, en supposant qu'une abstention élevée permettrait de déclarer l'« illégitimité de l'origine » du Président élu, afin de faire fi de son mandat et d'affirmer le « vide du pouvoir » pour donner « légitimité » à un gouvernement parallèle

imposé par les Etats-Unis.

- Nous reconnaissons que dans la forte abstention qui s'est produite dans le processus électoral du 20 mai 2018, la perte de crédibilité des dirigeants politiques [de diverses couleurs politiques] et le scepticisme de larges secteurs de la population quant à l'efficacité de la participation électorale ont joué un rôle important, comme moyen de changer la situation du pays, également en raison de la méfiance envers le CNE (Conseil national électoral) et de la fragmentation des dirigeants de l'opposition.

Cependant, indépendamment du fait que certains secteurs de l'opposition ont accompagné l'abstention de bonne foi pour démontrer leur rejet du gouvernement de Maduro, les effets pratiques de cette politique abstentionniste promue par le Département d'État états-unien et assumée par certains secteurs de l'opposition extrémiste pro-yankee (pro-gringos) ont été la démobilisation du peuple vénézuélien, l'exclusion du jeu et l'incapacité à assumer son rôle de décideur fondamental dans la solution à la crise par la voie pacifique et constitutionnelle. Dès lors, les Etats-Unis et leurs alliés sont ainsi devenus des acteurs de premier rang sous l'égide de la « communauté internationale » afin d'imposer une « solution » par la violence ou par une négociation sous le sceau de l'ingérence directe dans le gouvernement de Maduro, une approche fonctionnelle à ses intérêts économiques et géopolitiques, portant gravement atteinte à la souveraineté de l'Etat nation vénézuélien. Les événements qui se sont produits avant et après la prestation de serment du président Maduro devant la Cour suprême de justice [le 10 janvier 2019] vont dans ce sens. En particulier la déclaration du groupe dit de Lima [Groupe formé, dès août 2017, par l'Argentine de Macri, le Brésil de Temer, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Pérou, le Honduras, le Panama, le Mexique de Nieto - mais AMLO prône la neutralité constitutionnelle - le Paraguay, avec les États-Unis au poste de commandement].

Nous pensons que l'illégitimité du Président Maduro découle du rejet d'une écrasante majorité de Vénézuéliens, qui considèrent leur gouvernement comme le premier responsable de la terrible crise qui les accable, de l'augmentation massive de la pauvreté, de l'effondrement des services publics, de la paralysie économique, de l'hyperinflation et de la destruction du tissu social et productif du pays ainsi que de violations très graves et persistantes de la Constitution, et de violation systématique des droits humains [sans mentionner l'exil de 3 millions d'habitants, paupérisés dans les derniers mois].

Il y a aussi un rejet de la violence et de l'ingérence extérieure.

Cette majorité est favorable également à ce que le rétablissement de l'état de droit et du rétablissement de structures institutionnelles par une mobilisation pacifique fondée sur des mécanismes constitutionnels. En ce sens, nous soutenons les luttes et les revendications des travailleurs vénézuéliens pour la défense de leurs salaires et de leurs conditions de vie et de travail, aujourd'hui terriblement affectés par la chute des revenus, l'ignorance du gouvernement de la négociation collective et autres conquêtes ouvrières et socio-économiques. Ces luttes doivent s'articuler avec la lutte pour la restauration de la Constitution.

Nous rejetons la création d'un Etat parallèle centré sur l'Assemblée nationale et le TSJ (Tribunal Suprême de Justice) en exil et soutenu par les Etats-Unis et le Groupe de Lima, car elle conduirait à une aggravation de la crise et à un « accident de train » qui pourrait conduire à un conflit interne aux conséquences imprévisibles, compromettant la souveraineté et l'intégrité de la Nation.

Au-delà de la qualification et de la déclaration que les gouvernements étrangers peuvent faire sur la légitimité du chef de l'État vénézuélien, seul le peuple vénézuélien, s'appuyant sur la Constitution et conformément à son droit inaliénable à l'autodétermination, doit décider de la sortie de la crise politique. C'est pourquoi nous rejetons fermement l'intention du gouvernement américain et du

prétendu Groupe de Lima de piétiner la dignité du peuple vénézuélien en tentant d'imposer comme solution à la crise un gouvernement parallèle qui reviendrait à un coup d'État parlementaire.

Le groupe Lima indique la « feuille de route » pour intervenir au Venezuela

La déclaration du Groupe de Lima (GL) synthétise la feuille de route établie par le gouvernement de Donald Trump pour resserrer la corde (où les menottes) jusqu'à la limite, afin de mettre « échec et mat » le gouvernement de Maduro, de le placer devant le dilemme de négocier sa reddition ou face à l'offensive finale de l'alliance US-UE-Lima Group en marche, appelée euphémiquement « communauté internationale », par l'étranglement économique suivi d'une « intervention humanitaire » de type libyen [ou Panama de mi-décembre 1989 à fin janvier 1990], articulée avec la mise en scène du conflit territorial sur Esequibo [nom du fleuve qui fait frontière, territoire réclamé par le Venezuela qui fait partie de l'ouest de la Guyana]. A cela s'ajoute la réclamation par le gouvernement colombien de la présence au Venezuela de la guérilla de l'ELN [Armée de libération nationale qui n'a pas été intégrée dans la négociation de désarmement obtenue par FARC pour des raisons que nous analyserons ailleurs. Réd.]. Ces éléments peuvent servir de déclencheurs de conflits sur les flancs ouest et est du Venezuela.

La clé de voûte de cette démarche méticuleusement préparée par le Département d'Etat états-unien et le Commandement Sud [SOUTHCOM qui intègre toutes les agences et forces militaires depuis 2007 pour « défendre » les intérêts de l'impérialisme états-unien en Amérique centrale et du Sud et dans la Caraïbe] et avec laquelle ces pouvoirs militaires entendent passer par-dessus la souveraineté et l'autodétermination du peuple vénézuélien, afin d'imposer un gouvernement sous la tutelle de Washington et conditionné aux intérêts du grand capital transnational, compromettant l'existence même de la Nation, est l'aile droite apatride qui, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, a fait sienne cette stratégie interventionniste, incarnée dans la déclaration susmentionnée, en la considérant comme la seule option pour parvenir à un changement politique dans le pays, sans tenir compte du fait que ce sont les Vénézuéliens eux-mêmes qui conduiront au rétablissement de la Constitution abrogée de facto par le gouvernement du Maduro et à la solution pacifique et constitutionnelle de sortie de la crise. La déclaration du Groupe de Lima est aussi un dilemme pour les mouvements et les organisations politiques qui existent dans le pays. Face à cette déclaration, il ne peut y avoir que deux positions : soit elle est rejetée pour ingérence et violation de la souveraineté nationale et populaire ; soit elle est soutenue par une action ou un silence donnant le feu vert aux interventions étrangères.

Pour notre part, nous rejetons dans son intégralité cette déclaration interventionniste qui viole le droit international et porte atteinte à la dignité du peuple vénézuélien. Ce rejet est fondé sur les considérations suivantes :

1° Le Groupe de Lima est un groupe de pression informel créé sous les auspices des États-Unis, en raison des changements de gouvernement à droite survenus dans la région ces dernières années, étant donné l'impossibilité d'obtenir une majorité à l'OEA (Organisation des Etats Américains) pour imposer l'application de la Charte démocratique interaméricaine (Adoptée à Lima en septembre 2001) au gouvernement du Venezuela. La création de ce groupe a eu lieu dans le contexte de la désertion et de la réduction de la participation de certains de ses pays membres à l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), suite à la politique américaine de dynamisation de l'architecture d'intégration latino-américaine qui s'est construite dans les trois premières décennies du XXI^e siècle, afin de rendre à l'OEA le rôle perdu de forum régional et son statut de « ministère des colonies », opérateur de la doctrine Monroe [Cette doctrine fut présentée en 1823, par le président de James Monroe, il obtint deux mandats : 1817-1825. La doctrine a été développée, comme par hasard, dans

une conjoncture de « l'indépendance » des pays qui avaient le statut d'anciennes colonies des Royaumes d'Espagne et du Portugal. Or, ils gagnaient alors ou avaient gagné leur indépendance. Les Etats-Unis pouvaient plus aisément envisagé une politique d'influence dans le continent sud-américain. Elle a connu une évolution dans sa mise en œuvre au cours des différentes présidences et des conjonctures continentales ou internationales].

Ce ne sont pas des raisons humanitaires, mais politiques et économiques qui encouragent ce bloc de gouvernements, auquel les États-Unis participent en tant que propriétaires du cirque, et ce qui se trouve entre les deux, ce sont les richesses naturelles d'ampleur et la première réserve de pétrole du monde.

2° En assumant arbitrairement et unilatéralement le pouvoir de qualifier la légitimité des organes de la puissance publique vénézuélienne, en renonçant au scénario multilatéral, à la médiation et au dialogue comme instrument fondamental pour régler pacifiquement les différends et les conflits entre États et au sein des pays, ils le font pour soutenir la politique du gouvernement Trump, pour bloquer toute issue découlant de la décision autonome et souveraine des Vénézuéliens. D'où sa politique de promotion de l'abstentionnisme et de démobilisation sociale en choisissant l'insurrection violente, dont l'extrême droite a été le protagoniste, donnant au gouvernement l'occasion de justifier l'application d'un « état d'exception », de facto, qui, bien qu'inconstitutionnel, a servi d'alibi pour gouverner en dehors de la Constitution et imposer un régime répressif censé « garantir la paix » et se pouvoir.

Maduro en reconnaissant l'Assemblée nationale constituante comme le seul pouvoir légitime permet au Groupe de Lima de faire pression vers la constitution d'un Etat parallèle, vers un affrontement de pouvoirs, vers une confrontation internationale aux conséquences imprévisibles, entre le gouvernement Maduro soutenu par la FANB (Fuerza Armada Nacional Bolivariana) et l'opposition extrémiste retranchée dans les NA soutenu par les USA et le Groupe Lima.

3° Le scénario suivi par la majorité des AN dirigés par leur nouveau président [1], Juan Guaidó (Voluntad Popular), suit la même structure et la même lettre de la déclaration du Groupe de Lima et du chef de la diplomatie américaine, tant en termes de méconnaissance du mandat de Nicolas Maduro qu'en termes de caractère plénipotentiaire adopté par les AN pour nommer un président intérimaire ou Conseil transitoire, qui assurerait « la coordination avec la FANB, la nomination des représentants aux instances internationales et nationales et la conduite du processus de transition, tous en présumant que le poste du président serait vacant. De cette façon, la dualité des pouvoirs promue par les États-Unis et leurs alliés est soulevée ouvertement, ce qui, comme nous l'avons déjà souligné, pourrait mener à un conflit où les victimes seront les Vénézuéliens et Vénézuéliennes et où le pouvoir de décision sera à la merci des intérêts géopolitiques et économiques des États-Unis et de leurs alliés.

4° Plus strict que le gouvernement américain en matière de sanctions contre le Venezuela, le Groupe de Lima s'apprête, d'une part, à dresser, à sa discrétion et sans définir de critères précis, des listes de personnes physiques et morales qui seront empêchées d'interagir avec les institutions financières et bancaires des pays membres et même de bloquer leurs fonds et avoirs. D'autre part, elle annonce qu'elle évaluera l'application des restrictions à l'octroi de crédits à l'État vénézuélien, dans les organisations financières internationales et régionales dont elles font partie. C'est le genre de mesures que les États-Unis prennent habituellement en appliquant des lois extraterritoriales qui violent la souveraineté des États, qui sont censées viser et frapper les représentants du gouvernement, mais qui sont inexorablement imposées au peuple.

Il s'agit de mesures qui, dans le contexte de la grave crise économique et sociale que traverse le pays, contribuent à aggraver les souffrances des grandes majorités populaires qui souffrent des

assauts de la crise. En subordonnant la coopération humanitaire en termes absolus à la réalisation de l'objectif politique, en l'occurrence le changement de gouvernement, le chantage derrière l'offre « d'aide humanitaire » en échange d'une cession de souveraineté est révélé. Il serait très différent d'offrir une coopération inconditionnelle pour faire face à l'urgence humanitaire, à condition qu'elle ne soit pas gérée par le gouvernement mais par la communauté populaire organisée.

5° Le fait que 10 des 12 gouvernements du Groupe de Lima aient rétracté l'appui qu'ils avaient accordé à la Guyana dans leur réclamation face au Venezuela pour l'expulsion d'un navire étranger qui, avec l'autorisation de ce pays, avait pénétré dans les eaux vénézuéliennes du delta de l'Orinoco, ne diminue en rien le cipayisme scandaleux [on peut le traduire par une sorte d'attitude à la Quisling récompensé financièrement et politiquement par les nazis qui avaient occupé la Norvège] des gouvernements qui composent ce Groupe. Ce n'est qu'un mouvement « tactique », mais ce qui compte, c'est son intention et sa volonté manifeste d'adhérer pleinement, inconditionnellement et sans précédent à la position américaine de reconnaître la pleine souveraineté du Guyana sur l'Esequibo et une partie importante du plateau continental du delta de l'Orénoque. Comme si ce n'était pas une question de caractère historique, très sensible pour le Venezuela, car elle affecte l'intégrité du territoire national. Pour couronner le tout, ils ont osé qualifier les FANB de « provocateurs » et de « violateurs des droits de l'homme des pays voisins », en parlant du Guyana, lorsqu'un patrouilleur de la marine nationale bolivarienne a intercepté et expulsé un navire effectuant des études exploratoires pour ExxonMobil, avec la permission du gouvernement guyanais. Or, ces troupes ont rempli leur devoir de garantir l'exercice de leur souveraineté territoriale sur le plateau continental du Delta de l'Orénoque, respectant les règles internationales.

6° En outre, cet incident est utilisé pour justifier la suspension de la coopération militaire en général et la création éventuelle d'une zone d'exclusion aérienne par la suspension des « autorisations de survol des avions militaires vénézuéliens en cas d'assistance humanitaire ». Ce sont des signes qui annoncent la préparation d'un conflit militaire, ce qui est beaucoup plus inquiétant si l'on tient compte du fait que le Brésil, la Colombie et la Guyana font partie de ce groupe, des pays qui ont une frontière avec le Venezuela et avec les deux derniers nous maintenons des différences territoriales.

7° En raison du fait qu'un secteur extrémiste de l'opposition dirigée par le nouveau président de l'AN, a décidé d'adhérer à l'annonce du Groupe de Lima et du gouvernement américain, de déclarer unilatéralement le chef de l'Etat vénézuélien vacant, arguant de l'illégitimité de l'élection de Nicolás Maduro pour la période 2019-2025, et ne le reconnaissant pas comme tel, a procédé à former un Etat parallèle dans lequel l'AN assume les fonctions du pouvoir exécutif et reconnaît comme légitime le TSJ dit en exil, crée les conditions pour déclencher un conflit interne qui aggravera la crise et pourrait conduire à une guerre civile avec participation internationale ou, au mieux, à une négociation, imposée de l'extérieur, menaçant l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale, de cette Plate-forme citoyenne en défense de la Constitution que nous proposons.

Que faire ?

- Pour le peuple vénézuélien, la première tâche est de garantir la préservation de la patrie, car sans elle, aucun projet national ne serait possible pour construire l'avenir. Le suicide, qu'il soit individuel ou collectif, n'est pas une option. Par conséquent, toute proposition, idée, décision prise en termes d'atteinte à notre patrimoine, à notre intégrité territoriale, à notre identité nationale, à notre droit à l'autodétermination, y compris les droits de nos peuples autochtones, doit être combattue avec une fermeté absolue et c'est pourquoi, depuis la Plate-forme des citoyens en défense de la Constitution, nous dénonçons et rejetons comme ingérences les actions du « Groupe Lima ». Et tout Vénézuélien, au-delà de son opinion politique, est tenu d'affirmer ce rejet.

- De même, nous rejetons la thèse d'un secteur extrémiste de l'opposition qui, suivant les instructions du gouvernement américain, a été développé à l'échelle internationale le thème du « vide du pouvoir » et de la nécessité d'une intervention étrangère qui en découle. Une telle idée, en fin de compte, cherche à ouvrir la voie à la dissolution de la République, à la vente de ce qui est vénézuélien, à transformer le Venezuela, celui des huit étoiles, celui du Libérateur, celui d'où est née la liberté pour une grande partie du continent, en un groupe de petites républiques : un processus de fragmentation, à l'instar de ce qui s'est passé historiquement avec la dissolution de la Grande Colombie puis de Panama.

- Mais cela n'implique en aucun cas que nous défendions le gouvernement actuel, responsable de la grande crise qui nous submerge et aussi responsable, par ses actions ou par le manque d'actions, de la mise en danger de la République. Nous supposons qu'il y a un gouvernement au Venezuela, mais il est illégitime parce qu'il agit en dehors de la Constitution et parce que ses actions sont absolument contraires à l'intérêt général. Il doit donc être remplacé non pas par un coup d'État anticonstitutionnel avec le soutien des États-Unis et de leurs alliés, mais par une action cohérente et soutenue de participation et de mobilisation populaires dans le cadre de la Constitution elle-même.

- La profondeur de la crise exige, sans aucun doute, un accord général, un accord de société, pas un simple accord de coupes et pour cela, nous insistons, la Constitution a les routes. Il ne s'agit pas de remplacer une coupole par une autre, il s'agit du peuple, qui exerce sa souveraineté (A-5), exprimant ce qu'il veut vraiment (articles 70 et 71). Il est nécessaire de réinstitutionnaliser la République, mais cela n'est pas possible tant que les institutions continueront à être gérées par les responsables de la crise.

Il s'agit, à partir d'un accord national, d'un accord avec une vision de l'avenir, d'un accord responsable qui prévoit la renonciation à absolument tous les pouvoirs [de Maduro et de son cercle], d'une manière ordonnée et devant le peuple, afin d'appeler, dans un délai fixé de manière impérative, un nouveau processus électoral général qui libère tous les pouvoirs, pour ouvrir la voie à un nouveau Venezuela.

- Bref, il s'agit de mettre les décisions entre les mains du souverain populaire, comme le dit notre Constitution. Sinon, la dérive de la crise nous conduira inexorablement à une guerre civile avec participation internationale, à l'installation directe du fascisme, avec tout ce que cela implique pour les générations actuelles et futures de Vénézuéliens, ou à l'installation, par compromis, d'un gouvernement qui ne représente pas les intérêts des Vénézuéliens.

- L'Assemblée nationale, dirigée par l'opposition extrémiste, avance dans l'exécution du projet d'État parallèle promu par le groupe États-Unis-UE-Lima pour déplacer Maduro du gouvernement, tandis que ce dernier, avec le soutien de la FANB, caresse l'idée de dissoudre la NA et d'organiser des élections anticipées. Cette confrontation pourrait conduire à une guerre civile avec participation internationale ou à une négociation cupulaire forcée par des intérêts étrangers. Dans ces circonstances, lorsque l'existence de la Nation est en jeu, c'est que le peuple doit être le protagoniste de sa propre histoire pour décider du sort de la République et exercer pleinement son droit à l'autodétermination. C'est pourquoi nous proposons que le différend entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale soit résolu par le dialogue et la négociation, en prenant comme point de départ l'appel à un référendum consultatif contraignant, au cours duquel les Vénézuéliens décident, lors d'élections transparentes et sur la base des articles 70 et 71 de la Constitution, si nous voulons ou non renouveler tous les pouvoirs publics.

- *La solution doit être souveraine, pacifique et constitutionnelle grâce à la consultation populaire !*

- Nous rejetons la déclaration interventionniste du groupe de Lima !

- Tous contre la dépossession territoriale impérialiste à Esequibo !

Caracas 17 janvier 2019

Héctor Navarro, Oly Millán, Gustavo Márquez, Ana Elisa Osorio, Edgardo Lander, Juan García, Gonzalo Gómez, Santiago Arconada

P.-S.

- Traduction et édition par Réd. A l'Encontre publié le 24 janvier 2019 :

<http://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/venezuela-•-non-a-letat-parallele-impulse-par-les-etats-unis-lue-et-le-groupe-de-lima-•-nous-rejetons-le-regime-capitaliste-et-inconstitutionnel-de-nicolas-maduro.html>